

## **Comité Technique 30 novembre 2015**

### **Déclaration préalable**

Le vendredi 13 novembre notre pays vient de vivre de nouveau, après les terribles tueries de janvier 2015 de terribles attentats visant particulièrement la jeunesse dans sa diversité d'origine, de religion et de nationalité et nos valeurs de démocratie, de tolérance, de culture et de vie tout simplement.

La CGT, au niveau national mais aussi lors de l'ensemble des réunions qui se sont tenues depuis le 13 novembre a tenu à témoigner sa solidarité à toutes les victimes de ces assassinats et à leurs proches.

La CGT réaffirme ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat pour le progrès social, la démocratie, la liberté, la laïcité nécessaire au bien vivre ensemble.

Elle s'insurge contre l'invitation du front national à l'Elysée et refuse toute stigmatisation des étrangers et tout amalgame entre immigration et terrorisme.

Aujourd'hui, la CGT prend note que le Président annonce dans son discours, ne plus considérer le pacte de stabilité comme un horizon indépassable. Elle exige donc un pacte de progrès, de démocratie sociale, d'éducation, de sécurité et de paix pour toutes les populations et à tous les échelons de notre organisation administrative notamment dans nos collectivités.

Nous sommes favorables à un renforcement de la sécurité et des libertés des citoyens. Il ne faut pas confondre des moyens et des effectifs de police et gendarmerie supplémentaires avec une restriction des libertés individuelles et collectives. Cette idée rejoint notre positionnement sur le dossier : création d'une maison de la Tranquillité Publique sur lequel nous aurons à nous prononcer dans le cadre de ce CT. De même, combattre, écarter les formes de radicalisation passe avant tout par le respect des droits fondamentaux d'accès à l'éducation, à la culture, à la santé et à l'emploi.

La CGT refuse que les salariés et la population française, à travers des modifications de la constitution, soient placés de fait dans un état d'urgence permanent.

Elle refuse que l'expression revendicative et le mouvement social soient muselés.

Cette situation douloureuse touche la conscience de chacun des citoyens, mais c'est bien le combat pour la justice sociale qui fera reculer les guerres, le terrorisme, le fondamentalisme, la xénophobie, le racisme, l'obscurantisme et la régression.

Plus que jamais, la CGT appelle les salariés de nos collectivités à refuser les reculs sociaux et se mobiliser pour les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, la protection sociale, les libertés syndicales.

La CGT a décidé d'engager une large consultation des salariés, afin d'être à l'écoute et de partager avec eux ses propositions pour sortir de cette crise. Elle débattrà à tous les niveaux de ses instances de la nécessaire mobilisation à mettre en œuvre pour y parvenir.